

# Quelle place pour les jeunes dans les territoires ruraux ?

**A l'heure où les territoires ruraux sont de plus en plus attractifs, en particulier pour la jeunesse urbaine, quelles sont les aspirations des jeunes qui vivent dans ces territoires ? Qu'est-ce qui les distingue des autres ?**

Bertrand COLY et Morgane HIRON, respectivement conseiller et attachée du groupe des organisations étudiantes et mouvements de jeunesse du Cese\*

**C**omment définir les jeunes qui vivent dans les territoires ruraux ? Vaste question quand on sait que ces territoires sont eux-mêmes difficiles à décrire : en effet, où se situe la limite entre le rural, le péri-urbain et l'urbain ? Les frontières tendent à s'effacer entre ces territoires dans lesquels les modes de vie se ressemblent de plus en plus.

Malgré tout, on sait que 1,6 million de jeunes de 15 à 29 ans habitent dans les espaces à dominante rurale, ce qui représente 14 % des jeunes de cette tranche d'âge, alors que ces espaces accueillent 18 % de la population totale<sup>(1)</sup>. Les jeunes sont donc sous-représentés dans les territoires ruraux. Mais là encore, de quels jeunes parle-t-on ? De ceux qui ont grandi dans un territoire rural, qui en sont partis pour faire des études et qui sont revenus ? Ceux qui y habitent depuis toujours ? Ou encore ceux qui ont grandi dans des espaces urbains mais qui viennent chercher une qualité de vie ou une vie moins chère ? Ce sont tous ceux-là à la fois : certains jeunes choisissent leur territoire, tandis que d'autres se sentent enfermés dans un espace qui semble apporter peu d'opportunités. La sociologue Mélanie Gambino distingue trois liens entre jeunes et ruralités<sup>(2)</sup>. Les ruralités peuvent être vécues :  
- « sur le mode du piège » : préoccupation très forte pour l'insertion professionnelle ; un espace perçu comme dévalorisant ;  
- « sur le mode du refuge » : espace perçu comme attractif et protecteur ; la mobilité articulée avec la ville permet une secondarité urbaine ;



- « comme un espace des possibles » : espace ouvrant des opportunités pour réaliser un projet de vie ; un rapport au territoire existentiel. Même s'ils ont un parcours différent et portent un regard spécifique, les jeunes des territoires ruraux partagent plusieurs caractéristiques qui les distinguent des jeunes des milieux urbains.

## **Des jeunes dont certaines caractéristiques diffèrent**

D'abord, ces jeunes ont de meilleurs résultats scolaires que la moyenne nationale en fin de collège, ce qui démontre une forme d'excellence de l'école rurale se distinguant par des effectifs plus réduits et des pratiques de coopération entre élèves facilitées par la présence de multiniveaux. A 16 ans, ils et elles se tournent davantage vers les études professionnelles (50 % des jeunes en milieu rural contre 40 % en milieu urbain)<sup>(3)</sup> et font des études supérieures en moyenne plus courtes<sup>(4)</sup>. L'orientation est souvent de proximité, les lieux choisis pour faire ses études étant souvent proches du domicile familial. Elle est aussi marquée par le poids des déterminismes sociaux dans des territoires où les catégories socioprofessionnelles d'ouvriers sont surreprésentées par rapport à la moyenne nationale et où les cadres sont, eux, sous-représentés. Certaines études et certains métiers ne sont donc pas visibles pour ces jeunes qui s'orientent encore trop souvent en fonction de leurs connaissances interpersonnelles.

**« 87 % des jeunes issus du milieu rural souhaitent y vivre, 72 % y travailler et 34 % des citadines et citadins envisagent de s'installer un jour durablement à la campagne. Les jeunes ruraux se sentent plus appartenir à leur lieu de vie : c'est le cas pour 81 % d'entre eux, contre 47 % des jeunes habitant en ville. »**

\* Conseil économique, social et environnemental.

(1) Insee, 2006.

(2) « Vivre dans les espaces ruraux de faible densité de population : pratiques et représentations des jeunes dans le Périgord Vert (France) et le Rural Galway (Irlande) », thèse présentée et soutenue le 22 octobre 2008.

(3) Enquête « Génération 2004 », Céreq.

(4) 7,3 % des jeunes ruraux possèdent un diplôme universitaire de deuxième ou troisième cycle, contre 15,4 % pour les jeunes urbains.

**« Sept personnes élues sur dix ne font pas de la jeunesse leur priorité en zone rurale, contre une personne élue sur dix en zone urbaine. Un chiffre qui reflète une certaine vision de la jeunesse : celle-ci n'est pas perçue comme un apport pour le territoire. »**

L'insertion socioprofessionnelle des jeunes en milieu rural se différencie de celle des jeunes en milieu urbain : en moyenne, les premiers sont plus souvent en emploi (pour 59 % d'entre eux) que les seconds (49 %) <sup>(5)</sup>, mais la part des jeunes de 18 à 24 ans ni en emploi ni en formation est plus élevée (24,4 % des jeunes ruraux, contre 20,8 % des jeunes urbains) <sup>(6)</sup>.

De plus, la question de la mobilité est cruciale : les transports publics sont peu nombreux et les distances sont parfois longues vers un service ou un centre urbain. Beaucoup de jeunes doivent donc avoir leur permis et un véhicule pour pouvoir se déplacer et accéder aux services (formation, maternité...) <sup>(7)</sup>. Cette mobilité réduite a des impacts sur l'emploi : ainsi, 32 % des jeunes disent n'avoir pu se rendre à un entretien lié à l'emploi, faute de transport <sup>(8)</sup>.

Enfin, les inégalités entre les femmes et les hommes sont plus importantes en milieu rural. Si les jeunes femmes choisissent en plus forte proportion que les jeunes hommes les filières générales et prolongent leurs études, l'orientation et les rôles sociaux sont plus marqués par les stéréotypes de genre que dans les espaces urbains. Malgré ces études, elles sont plus touchées que les jeunes hommes par le chômage (neuf points de plus, contre trois en zone urbaine) et par le temps partiel : plusieurs études locales montrent que les jeunes filles sont deux fois plus touchées par le temps partiel (32 % contre 13 %) <sup>(9)</sup>.

Ces difficultés alimentent la défiance que les jeunes ruraux ont à l'égard des institutions, défiance plus importante que chez les jeunes urbains : 92 % des jeunes ruraux n'ont pas confiance dans le politique <sup>(10)</sup>. La Mutualité sociale agricole (MSA) notait, dès 2012, une forme de radicalisation des jeunes ruraux. Un exemple est la confiance dans le Parlement : si elle est restée presque identique chez les jeunes en milieu urbain, elle s'est effondrée en milieu rural (de 64 % en 1990 à 38 % en 2000) <sup>(11)</sup>.

### **Un attachement au territoire et une volonté d'agir...**

Ce constat négatif ne reflète pourtant pas la réalité de ce que sont et vivent les jeunes dans les territoires ruraux. 87 % des jeunes issus du milieu rural souhaitent y vivre, 72 % y travailler et 34 % des citadines et citadins envisagent de s'installer un jour durablement à la campagne <sup>(12)</sup>. Les jeunes ruraux se sentent plus appartenir à leur lieu de vie : c'est le cas pour 81 % d'entre eux, contre 47 % des jeunes habitant en ville <sup>(13)</sup>.

Les territoires ruraux sont attractifs pour plusieurs raisons : proximité avec la nature, meilleure qualité de vie, décélération, foncier plus accessible. « *Contrairement à l'isolement et la solitude souvent attachés à leur représentation, une large partie des jeunes ruraux expriment une sorte de "sédentarité active et heureuse"* », notait le sociologue Jean-Pierre Halter, auditionné au Cese, fin 2016, dans le cadre d'une saisine gouvernementale sur la « Place des jeunes dans les territoires ruraux ». Et ce par plusieurs biais : création d'entre-



© DR

*« Contrairement à l'isolement et la solitude souvent attachés à leur représentation, une large partie des jeunes ruraux expriment une sorte de "sédentarité active et heureuse" », notait le sociologue Jean-Pierre Halter, auditionné au Cese, fin 2016.*

prise, animation d'associations de vie locale ou encore proposition d'offres culturelles. Par exemple, une « junior association » (dispositif qui permet aux jeunes mineurs de créer une association) sur deux naît dans un territoire rural <sup>(14)</sup>. Ils sont d'ailleurs un peu plus nombreux que les jeunes des territoires urbains à s'engager. Une enquête locale <sup>(15)</sup> montre que 48,1 % des lycéennes et lycéens ruraux s'engagent dans une association, contre 25,5 % des urbains.

### **... freinée par une absence de politiques publiques**

Pourtant, les politiques publiques ne sont pas toujours là pour accompagner les jeunes dans leurs projets et répondre à leurs besoins liés aux transitions qui caractérisent cet âge de la vie : premier emploi stable, cohabitation, premier enfant, etc. Et pour cause, les jeunes sont souvent peu ou mal connus des personnes élues : ils sont souvent confondus avec les plus jeunes (moins de 15 ans), ou alors reliés à des sujets de loisirs tels que le sport et les colonies de vacances. Pire, ils sont associés à une source de délinquance, de problèmes. Cela explique pourquoi les élues et élus priorisent leurs actions vers d'autres publics plus majoritaires, dans

les territoires ruraux, comme les familles ou les personnes âgées. Un chiffre marquant : sept personnes élues sur dix ne font pas de la jeunesse leur priorité, contre une personne élue sur dix en zone urbaine<sup>(16)</sup>. Si cela peut s'expliquer par la présence moindre des jeunes dans les territoires ruraux, il reflète une certaine vision de la jeunesse qui n'est pas perçue comme un apport pour le territoire. Or, les jeunes sont un réel atout pour faire vivre un territoire et le rendre attractif. Malheureusement, les territoires ruraux qui prennent le plus soin de leurs jeunes sont également les plus dynamiques et attractifs, et inversement. La « diagonale des faibles densités »<sup>(17)</sup> reste largement sous-dotée en termes d'acteurs, d'actrices et d'initiatives en direction des jeunes.

Pourtant, les politiques de jeunesse sont bien un thème transversal à beaucoup de politiques publiques : transports, logement, formation, culture... Mais trop souvent, il n'existe pas de coordination entre les différentes collectivités qui ont chacune des compétences dans ces domaines.

### **Des solutions déjà mises en œuvre, à faire changer d'échelle**

Heureusement, plusieurs initiatives sont déjà mises en œuvre dans les territoires pour améliorer l'accès au logement, à la culture, faciliter la mobilité, ouvrir l'orientation, lutter contre les stéréotypes de sexe. Trois initiatives intéressantes peuvent être soulignées (voir encadré). Pour autant, elles reposent sur la bonne volonté et la détermination des personnes qui sont à leur origine, pas toujours soutenues dans le temps. Les préconisations du Cese, dont l'avis a été rendu en janvier 2017<sup>(18)</sup>, sont de structurer, outiller la puissance publique et qu'elle accompagne les jeunes dans les territoires ruraux, condition de leur émancipation comme de l'avenir de ces territoires.

S'appuyant sur ce qui a pu se faire dans la petite enfance par la mise en place des projets éducatifs de territoire (PEDT), qui ont structuré la disparue réforme des rythmes scolaires, le Cese recommande la mise en place de « projets jeunesse de territoire ». Associant les différentes personnes concernées, dont les jeunes, et confiant une compétence obligatoire aux EPCI<sup>(19)</sup>, ces projets viendraient

structurer une politique de jeunesse territorialisée et transversale. Une autre préconisation de cet avis est la création de campus de projets, lieux identifiés qui, sur chaque territoire, et à l'image du travail réalisé par les missions locales en direction des jeunes les plus vulnérables, accompagneraient les jeunes dans leurs projets. Suite à l'avis du Cese, peu d'évolutions ont eu lieu dans la structuration des politiques publiques, à la fois au niveau national et au sein des territoires ruraux, surtout les plus isolés et les moins dynamiques. C'est pourtant par ces politiques que le développement doit avoir lieu, pour imaginer sereinement l'avenir, en plus de permettre l'émancipation de l'ensemble des jeunes qui y vivent. Un objectif qui vaut en soi que chacun s'y attèle. ●

(5) Etude « Les jeunes ruraux : des jeunes comme les autres », Crédoc, 2012.

(6) CGET, Cécile Métayer, « Les jeunes dans les territoires ruraux », « Les dossiers d'observation » n° 2, novembre 2014.

(7) Voir l'étude de l'Insee dans son étude sur le temps médian d'accès aux services « panier jeunes » ([www.insee.fr/fr/statistiques/1908098](http://www.insee.fr/fr/statistiques/1908098)).

(8) Enquête « Mobilité des jeunes ruraux en situation de précarité », Observatoire social des mobilités, juin 2013.

(9) Elles sont aussi plus impactées par les difficultés de mobilité, car elles ont moins recours à l'autostop.

(10) « Les jeunes ruraux : des jeunes comme les autres ? », Crédoc-MSA, octobre 2012.

(11) « Une jeunesse différente ? Les valeurs des Français depuis 30 ans », La Documentation française, 2012.

(12) Enquête « Accueillir les jeunes en milieu rural », MRJC/Injep, 2005.

(13) Enquête MRJC, 2005.

(14) Selon le Réseau national des junior associations.

(15) Enquête réalisée par Claire Lemêtre et Sophie Orange auprès de lycéennes et lycéens des Pays de la Loire, en 2015.

(16) Olivier David, « Le temps libre des jeunes ruraux : des pratiques contraintes par l'offre de services et d'activités de loisirs », in *Territoire en mouvement*, 2014.

(17) Nouvelle dénomination de la « diagonale du vide », soit une large bande du territoire français allant de la Meuse aux Landes où les densités de population sont relativement faibles par rapport au reste de la France.

(18) Rapporteurs : Bertrand Coly et Danielle Even. Voir [www.lecese.fr/travaux-publies/place-des-jeunes-dans-les-territoires-ruraux](http://www.lecese.fr/travaux-publies/place-des-jeunes-dans-les-territoires-ruraux).

(19) Etablissements publics de coopération intercommunale.

## **Des projets locaux innovants, à encourager**

### **Projet « Tiny House » porté par l'association Un toit en gâtes**

Parti du constat de manque d'offres de logement pour les jeunes sur les communes rurales les moins développées et suite à un diagnostic pour identifier les besoins des jeunes, le projet « Tiny house » a vu le jour. Ces petites maisons mobiles souhaitent tendre vers l'autonomie (panneaux solaires, éclairage led, chauffage au gaz, toilettes sèches, réserve d'eau...) et sont construites avec des matériaux sains, par des entreprises locales. Elles permettent à des jeunes de se loger le temps nécessaire, si des solutions d'habitat en « dur » n'existent pas. [www.toitengatine.fr](http://www.toitengatine.fr)

### **« Génération mobilité », en Moyenne Garonne**

En 2018, la mission locale (espace d'intervention au service des jeunes de 16 à 25 ans) de la Moyenne Garonne a développé un

nouveau dispositif de mobilité intergénérationnel. Celui-ci vise à favoriser la mobilité des jeunes accompagnés par la mission locale en impliquant des retraités dynamiques, à travers un outil de covoiturage intergénérationnel, piloté depuis le Pôle innovation et expérimentation de la mission locale.

[www.missionlocalemoyennegaronne.com/generations-mobilite](http://www.missionlocalemoyennegaronne.com/generations-mobilite)

### **Projet « Fabrique du monde rural » porté par le Mouvement rural de jeunesse chrétienne (MRJC)**

La Fabrique du monde rural est un lieu collectif en Haute-Saône qui a pour but de devenir un lieu repère pour les jeunes, d'échanges (autour d'activités, d'animations) et de services pour le territoire (gîtes de groupes, espaces de travail collaboratifs...).

[www.facebook.com/fmr.combeaufontaine](https://www.facebook.com/fmr.combeaufontaine)

**B. C., M. H.**